

## A Berlin comme à Paris, contre la criminalisation du syndicalisme

### Hände weg vom Streikrecht !

Widerstand als europäische Aufgabe



Mit Vertretern der Gewerkschaften FIOM, CUB (Italien), CGT, SAT angefragt (Spanien), SUD Solidaires (Frankreich), Serpiem 80, Inicjatywa Pracownicza (Polen)

Freitag, 29. April: Einführung mit Videos um 18.30 Uhr, Südblock, Admiralstraße 1, 10999 Berlin  
Samstag 30. April: Ab 10 Uhr im Haus der Demokratie, Greifswalder Straße 4, 10405

Veranstalter: Forum Betrieb, Gewerkschaft und soziale Bewegung, Komitee für gewerkschaftliche Freiheit, Arbeitskreis Internationalismus der IG Metall Berlin Netzwerk, europäischer Basisgewerkschaften ★ Unterstützt von Labournet Germany und Labournet.tv  
★ Gefördert durch die Stiftung Menschenwürde und Arbeitswelt

Le 29 avril, l'Union syndicale Solidaires était représentée à Berlin à une rencontre internationale visant à coordonner au plan européen la riposte contre les attaques envers le droit de grève et les libertés syndicales. Le 4 mai, les organisations de la plate-forme des syndicats des nations sans état, avec le soutien de Solidaires et de la CNT, organisaient une soirée contre la criminalisation du mouvement syndical, les prélèvements ADN, le mandat d'arrêt européen...

**À Berlin, à Paris, partout, le syndicalisme est attaqué, parce l'organisation des travailleurs/ses est un danger pour celles et ceux qui nous exploitent.** En construisant la solidarité internationale, nous renforçons notre outil d'émancipation.

Contre la répression du mouvement social en France et dans ses dernières colonies

### Soirée-débat contre la criminalisation du syndicalisme : ADN, mandat d'arrêt européen...

événement de solidarité avec **Xavier Matthieu**, qui passe en procès le 3 mai au tribunal de Compiègne, pour un refus de prélèvement ADN dans l'offre des CNT de Guinée

en présence de :

- Xavier Matthieu (ex-CGT-Cnt)
- Jean Brignole (secrétaire général du Syndicat des travailleurs coréens - STC)
- Alain Mosconi (Syndicat des travailleurs coréens - STC)
- Jean-Luc Morucci (pour la Plateforme des syndicats des nations sans Etat)
- Charly Lendo (Union générale des travailleurs de Guadeloupe - UGTG)
- Patrick Doré (Union générale des travailleurs de Martinique - UTGM)
- Rook Haocas (USTKE - Kanaky)
- Amaia Fontang (LAB - Euzkai Herria)
- Corentin Lemonnier (SLB - Breizh)
- Christian Mahieux (Union syndicale SOLIDAIRES)
- Cyril Gervasoni (secrétaire international de la CNT)



**Mercredi 4 mai 2011 - à partir de 18h**  
à la Bourse du Travail, salle Grande Croisat  
3, rue du Château d'eau - Paris 10<sup>e</sup> (N<sup>e</sup> République)



Organisé par la Plateforme des syndicats des nations sans Etat, avec le soutien de l'Union syndicale SOLIDAIRES et de la CNT

## Maroc : appel international à la solidarité avec l'ANDCM

Les organisations syndicales signataires déclarent leur soutien à la lutte de l'Association Nationale des Diplômé-e-s Chômeur/ses du Maroc. Cet appel a été lancé sur l'initiative d'organisations membres du réseau syndical euro-méditerranéen : CGT de l'État espagnol, Solidaires, CNT (France), CLA (Algérie). La CGTM (Mauritanie) y souscrit aussi.

Nous soutenons les revendications justes de l'ANDCM qui organise une action nationale à Rabat sous le slogan : « **pour une politique nationale, populaire et démocratique sur l'emploi** ». Ces revendications sont :

- ⇒ Recrutement immédiat des chômeurs/euses diplômé-e-s dans la fonction publique.
- ⇒ Une allocation chômage pour les demandeurs d'emploi.
- ⇒ Reconnaissance juridique de l'ANDCM.
- ⇒ Découverte de la tombe du martyr Mustapha Elhamzaoui, et jugement des coupables.
- ⇒ Relâchement immédiat des détenu-e-s de l'ANDCM.
- ⇒ Durant des semaines, les militant-e-s de l'ANDCM ont exprimé leurs revendications dans les rues de Rabat, malgré la répression, les matraques et les arrestations. **Nous demandons le respect des libertés d'association, expression et manifestation pour l'ANDCM et pour tout le peuple marocain. Nous sommes totalement solidaires avec l'ANDCM...**



Une fois de plus, le gouvernement marocain a eu recours à la violence contre les manifestant-e-s, a envahi illégalement le local syndical de l'UMT qui soutient les chômeurs/ses diplômé-e-s, ...

## Mexique : énorme ras-le-bol populaire et ... retour des zapatistes



Les journées du 5 au 8 mai ont été au Mexique celles du refus massif par la population de la « guerre contre le crime organisé » dans laquelle le président Calderón a précipité le pays il y a quatre ans, avec un bilan de 40.000 morts parmi la population civile. La « Marche pour la paix dans la justice et la dignité » a été appelée par le poète et journaliste Javier Sicilia, dont le fils a récemment été assassiné, sur les mots d'ordre « Assez de sang » et « On en a jusque là ».

De Cuernavaca à Mexico, la Marche ne concernait que quelques milliers de personnes. Mais la grande vague de sympathie qu'elle suscitait à son passage laissait prévoir le succès final, celui de la manifestation du 8 à Mexico. Là, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont envahi la Grand-Place (le *zócalo*) et les rues avoisinantes. Le message était clair : les mexicain-e-s ne supportent plus d'être toujours pris entre deux feux, que ce soit dans les affrontements entre les cartels de la drogue — qui, soit dit en passant, ne se sont jamais mieux portés — pour le contrôle du marché ou du territoire, dans ceux entre les cartels et l'armée ou la police, ou dans ceux de tout ce joli monde contre la population, qui ne sont pas les moins fréquents. La violence et la mort, omniprésentes, permettent aussi de s'attaquer aux luttes sociales, aux militant-e-s, aux migrants, aux jeunes et aux familles qui refusent de se taire ou de se calfeutrer chez eux... Ce sont les « dommages collatéraux » de cette guerre dans l'impunité absolue.



Il n'est pas étonnant que les zapatistes aient choisi ce mouvement populaire spontané, indépendant de tout parti politique, contre la militarisation du pays pour faire leur grand retour sur la scène publique. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), que beaucoup, prenant leurs désirs pour des réalités, donnaient pour morte ou moribonde, a appelé à soutenir la marche, et a elle-même organisé une énorme concentration à San Cristóbal de Las Casas le 6 mai : 15 à 20.000 zapatistes, venus en cars, camions, minibus, etc., de tout l'État du Chiapas ont formé la plus grosse manifestation qu'on ait vue depuis 17 ans dans cette petite ville.

Ce déferlement d'Indien-ne-s en passe-montagne et *paliacates* (foulards) venait à point pour rappeler aux *coletos* (riches propriétaires blancs ou soi-disant tels), et en particulier au gouverneur Juan Sabines, du PRD (gauche ???), que la population a son mot à dire et qu'elle ne tolère pas d'être dépossédée de ses terres et territoires pour le plus grand profit des multinationales. La déclaration finale, lue à la tribune par le commandant David, a dénoncé la prise en tenailles de la population par « le crime organisé et le crime désorganisé du mauvais gouvernement » ; elle a insisté sur la nécessité de recréer du tissu social, de redonner la priorité au collectif : « **Et ce n'est pas la raison privée, d'individu ou de groupe, qui doit s'imposer, mais la raison collective de toute la société** » ; elle a insisté sur la lutte pour la vie : « **Et nous, les zapatistes, nous avons choisi de lutter pour la vie, c'est-à-dire pour la justice, la liberté et la paix** ».

## Iran : défendons les libertés syndicales !

A l'occasion des manifestations du 1<sup>er</sup> mai en France, CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU ont diffusé cet appel unitaire.

... Cette année, l'onde de choc salutaire de soulèvement des peuples arabes bouscule les dictatures et porte un message d'espoir, de liberté, de démocratie et de progrès social. Mais en Iran, selon les rapports d'Amnesty International, une vague sans précédent de répression s'abat sur le peuple et vise principalement les militants syndicalistes. La République Islamique d'Iran, pourtant signataire des conventions 87 et 98 de l'O.I.T, ne reconnaît pas le 1<sup>er</sup> mai comme un jour férié ni ne tolère sa célébration. De plus, **les droits élémentaires des travailleurs et salariés iraniens, énumérés et protégés par ces conventions, ne sont pas respectés par le gouvernement iranien**. Les salaires ne sont pas payés à temps, la sécurité d'emploi est inexistante, le travail précaire est la règle et les droits des travailleurs et salariés d'établir leurs organisations indépendantes et d'élire leurs représentants ne sont pas respectés.

À cette occasion, nous avons une pensée pour les militants syndicalistes qui ont fait de la prison pour avoir célébré le 1<sup>er</sup> mai en Iran. Nous sommes solidaires de la lutte des travailleurs et salariés iraniens et soutenons sans réserve leurs efforts en vue d'obtenir leurs droits reconnus par les conventions internationales, et avant tout leurs droits et libertés syndicaux. **Nous condamnons avec force le harcèlement et l'emprisonnement des militants des mouvements sociaux en Iran**. Actuellement, plusieurs membres du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue (Sherkat-é-Vahed), une dizaine d'activistes de l'Association Syndicale des Enseignants Iraniens et d'autres militants syndicaux sont toujours emprisonnés en Iran. Un autre enseignant emprisonné, Abdolreza Ghanbari, a été condamné à mort pour avoir participé aux manifestations anti-gouvernementales de décembre 2009. **Nous réclamons la libération sans condition de tous les travailleurs et des autres militants des mouvements sociaux arbitrairement licenciés, arrêtés et emprisonnés**. Nous déclarons que les travailleurs iraniens ne sont pas seuls, le monde du travail organisé international est à leur côté.

<http://iranenlutte.wordpress.com> [www.iran-echo.com](http://www.iran-echo.com)

# Irak : déclaration des syndicats irakiens et internationaux

L'Union syndicale Solidaires, avec d'autres organisations (la CGIL d'Italie, la CNT de France, l'U.S.Labor Against the War des États-Unis) soutient cette déclaration de onze syndicats d'Irak, lancée à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

Nous, syndicalistes irakiens et membres de la société civile, individus et organisations, ensemble avec nos amis de l'initiative de solidarité avec la société civile irakienne (Iraqi Civil Society Solidarity Initiative –ICSSI), et les syndicats et fédérations internationales, félicitons les travailleurs irakiens de tous les secteurs de l'économie ainsi que le peuple irakien à l'occasion de la journée internationale des travailleurs. Alors que nous célébrons cette journée historique et importante, nous émettons les revendications suivantes concernant les droits fondamentaux et les besoins du mouvement ouvrier et des syndicats irakiens. Nous demandons à tous de diffuser largement ces demandes et de les porter aux autorités irakiennes et aux acteurs internationaux afin que les syndicats irakiens soient libres de s'organiser et que les travailleurs dans tout l'Irak soient respectés, payés un salaire juste et équitable, travaillent dans des conditions sûres et saines, et bénéficient de toutes leurs libertés démocratiques et de leurs droits.

1. **Nous exigeons une nouvelle législation du travail** fondée sur des normes internationales reconnues concernant la journée de travail, le système de rémunération, et la liberté d'association des travailleurs. Ceci est primordial pour, et compatible avec les changements démocratiques que le mouvement syndical veut construire en Irak.
2. **Toutes les restrictions à la liberté de réunion et d'action syndicale en Irak doivent être immédiatement levées.** Toutes les lois et procédures arbitraires imposées par l'ancien régime dans le but de réprimer le mouvement ouvrier, en particulier dans le secteur public, doivent être immédiatement supprimées. Une nouvelle loi doit garantir le droit de tous les travailleurs à se syndiquer.
3. **Le peuple irakien doit avoir la possibilité de travailler.** Où il n'y a pas de travail approprié, les travailleurs doivent recevoir des indemnités de chômage. Les travailleurs ont droit à la sécurité sociale et à des réglementations qui protègent leur santé et leur sécurité.
4. **Nous demandons la participation des syndicats irakiens et de leurs représentants élus** dans toutes les discussions sur les lois mentionnées ici ou toute autre loi ou décision concernant le travail et les syndicats. Aucune loi ou procédure concernant le travail ou les syndicats ne peut être légitime sans la participation de représentants des travailleurs à sa création. Les travailleurs et les syndicats doivent avoir un dialogue social ouvert avec le gouvernement irakien.
5. Actuellement, alors que le mouvement syndical irakien et ses partenaires cherchent à renforcer les structures démocratiques de l'Irak, nous nous félicitons de la participation du système judiciaire irakien et de ses représentants lors des élections syndicales pour ratifier les résultats des élections. En même temps, **nous rejetons toute tentative des organismes gouvernementaux pour interférer dans les décisions ou les actions des syndicats.**
6. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, approuvent toutes les mesures prises par le gouvernement irakien pour **lutter contre la corruption** et le sectarisme, et demandent que ces efforts soient complets et précis, et appliqués à tous les niveaux du gouvernement et de la société, des plus hauts sommets jusqu'à la base.
7. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, proclament le **droit de tous les Irakiens à se réunir, protester, et manifester** en utilisant des méthodes non-violentes. Nous demandons la protection de ce droit et dénonçons toute tentative de le nier.
8. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, soulignent l'importance de **médias libres et indépendants** dans une société démocratique. Nous exigeons qu'aucune restriction arbitraire ne soit imposée sur les médias et que les journalistes soient protégés contre les attaques et la censure.
9. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, soulignent l'importance de la loi sur la création d'**organisations non gouvernementales** et exhortent le gouvernement à mettre fin aux retards et atermoiements dans l'enregistrement des organisations non gouvernementales.
10. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, proclament leur **solidarité avec les victimes de violations des droits de l'Homme** partout dans le monde. Nous demandons le plein respect des droits de l'Homme pour tous, l'indemnisation pour ceux qui ont souffert, des efforts pour juger ceux qui ont violé les droits des autres sans délai.
11. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, célèbrent le principe du **respect des droits des femmes et l'égalité avec les hommes.** Nous demandons instamment une action rapide pour assurer une représentation et une participation égale des femmes au gouvernement irakien.
12. Le mouvement ouvrier irakien et les syndicats et leurs partenaires, soulignent la nécessité de **réduire l'écart entre les salaires des ouvriers et employés et les salaires des dirigeants.** Nous appelons à des réductions immédiates et drastiques de l'appareil ministériel et du gouvernement et à la fin du gaspillage d'argent public pour des postes inutiles attribués comme des faveurs sectaires ou partisans ou des pots-de-vin.

## Syndicats signataires :

Union of unemployed persons - Kurdistan  
Iraqi federation of oil unions (IFOU)  
Kurdish General Workers Syndicate Union (KGWSU)  
Kirkuk General Workers Syndicate Union (KGWSU)- Kirkuk  
General federation of workers' councils and unions in Iraq  
General Workers Syndicate Union of Salahadin  
General Federation of Iraqi Workers (GFIW)  
Union of Agricultural Workers and Food  
Federation of Workers' Councils and Unions in Iraq (FWCUI)  
Electricity Workers and Technicians Union  
Electricity Workers and Technicians Union in Basra



## Colombie : non à l'accord U.E. – Colombie et Pérou !

En avril et mai, plusieurs rencontres se sont tenues entre syndicalistes de Colombie et de France, en présence de représentant-e-s d'associations (AITEC, Attac-France, France Amérique Latine), à propos du projet d'accord de libre échange (ALE) entre l'Union Européenne d'une part, et la Colombie et le Pérou de l'autre.

Nos camarades de la Centrale Unitaire du Travail (CUT) n'ont pas mâché leurs mots : ce projet est innommable. D'une part, il sapera le processus d'intégration régionale de la Communauté Andine des Nations, qui comprend également l'Équateur et la Bolivie (dont les gouvernements ne sont « pas convenables »). D'autre part il laisse libre cours aux multinationales européennes pour piller les ressources de ces pays et défigurer leur environnement (mines à ciel ouvert, invasion des terres arables par la production d'agro-carburants au détriment des cultures vivrières), ce qui signifie du même coup l'accaparement des terres et le déplacement forcé des agriculteurs, en particulier indigènes. Enfin, s'il se fait, il légitime les gouvernements de Colombie et du Pérou, coupables de très graves violations aux droits humains. **La Colombie est en effet le pays le plus dangereux du monde pour les syndicalistes : on en assassine un-e tous les trois jours, en moyenne.** Les organisations syndicales françaises présentes (CGT, CFDT, Solidaires, FSU) ont été unanimes à condamner ce projet d'ALE. Une lettre ouverte commune à ces centrales et aux associations citées plus haut est en cours de discussion ; Solidaires a donné son accord, la CGT et la FSU de même, la CFDT ne sera pas signataire. Elle sera adressée à l'opinion publique et aux parlementaires européens pour les appeler à voter contre cet accord de libre échange.

## Égypte : occupation pacifique de l'ambassade à Paris



Le 7 mai, un groupe de membres de l'association Jeunes Égyptiens du 25 janvier à Paris, constituée au lendemain de la chute de Moubarak, a organisé un sit-in à l'intérieur de l'ambassade d'Égypte pour exiger le départ de Nasser Kamel, l'ambassadeur actuel. Celui-ci, en poste depuis 2006, a représenté les intérêts de Moubarak en France et jusqu'au bout, en pleine Révolution, il s'est épanché dans les médias français pour défendre les « méthodes et moyens normaux en toute démocratie » appliqués par un régime aux abois. Par ces euphémismes, il a avec insistance justifié la répression sanguinaire alors en cours. Sous son mandat, la dégradation des relations entre la diaspora égyptienne et les services consulaires et diplomatiques s'est aggravée, tandis que les services culturels ont servi de relais de propagande, notamment pour le parti du pouvoir - le PND - et pour la candidature de Gamal Moubarak à la présidence de la république.

Aujourd'hui, Moubarak père et fils sont emprisonnés pour leurs responsabilités dans la mort de centaines d'Égyptien-ne-s manifestant pacifiquement pour la liberté, la dignité, la démocratie et la justice sociale. Ils sont poursuivis pour corruption à grande échelle et pour dilapidation des ressources nationales. Dans les plus hautes sphères de l'État, les serviteurs du clan Moubarak sont évincés et, pour beaucoup d'entre eux, poursuivis en justice. Le PND a été dissous, et nombre de ses dignitaires mis sous les verrous. Pourtant, à Paris, rien ne bouge. L'ambassadeur Nasser Kamel est toujours en place...

**En outre, un grand mystère continue de planer sur les avoirs du clan Moubarak en France, censés être gelés et restitués au peuple égyptien. Cette situation d'immobilisme, et de confiscation éhontée de la révolution du 25 janvier, n'est pas admissible.** Les Égyptien-ne-s réclament des comptes, et exigent le renouvellement des représentants par la nomination de personnalités intègres, en phase avec la nouvelle politique qui se dessine pour le pays et la région, basée sur le respect de la volonté populaire, le droit, l'indépendance, et sur des orientations internationales et diplomatiques en rupture avec celles de l'ancien régime, par trop soumises et passives. Nasser Kamel, représentant de l'ère Moubarak, doit partir, ainsi que tous ceux qui ont trempé dans le système de corruption, sans oublier ceux qui ont œuvré contre la révolution. Cependant, il ne s'agit pas seulement de changer de visages, de remplacer une personne par une autre, mais de changement de politique. Concernant l'avenir des Égyptien-ne-s à l'étranger, ce changement doit se faire en lien avec les principaux concernés, qui ont leur mot à dire tant sur le choix de leurs nouveaux représentants que sur la défense de leurs droits (liberté de circulation, papiers, séjour, etc.), sur les redéploiements économiques et sur la détermination des orientations des activités politiques et culturelles menées au nom de tous les Égyptien-ne-s.

[www.egyptesolidarite.wordpress.com](http://www.egyptesolidarite.wordpress.com)

## Amnesty international : donnez aux droits force de loi !

En annexe à ce bulletin, nous joignons une pétition commune Amnesty international, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. **A faire circuler et à faire signer massivement !** [www.solidaires.org/article35918.html](http://www.solidaires.org/article35918.html)  
[www.amnesty.fr/AI-en-action/Lutter-contre-la-pauvrete/Effectivite-des-droits/Presentation/Donnez-aux-droits-force-de-loi](http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Lutter-contre-la-pauvrete/Effectivite-des-droits/Presentation/Donnez-aux-droits-force-de-loi)

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>